

Communiqué de presse

Halte aux rafles et déportations de migrants Les droits humains sont les mêmes pour tous

Depuis le 23 décembre 2006, plus de 400 personnes, originaires de pays situés au Sud du Sahara, ont été rafleées, à Rabat, puis Nador et Lâayoune, qu'elles disposent ou pas d'un titre de séjour, qu'elles soient ou non demandeurs d'asile ou réfugiés, hommes, enfants, femmes et femmes enceintes, handicapés..... ont été arrachées de leurs lits au petit matin, puis transportées après un bref passage au commissariat à la frontière Maroc-Algérienne près d'Oujda, sur simple délit de faciès.

Abandonnées de nuit sur une frontière officiellement fermée, polices et armées marocaines et algériennes se sont livrées sur elles à un sinistre jeu de ping-pong de part et d'autre de la frontière, n'hésitant pas à tirer afin de les dissuader de revenir vers l'un ou l'autre des deux pays.

Aujourd'hui bon nombre de ces déportés sont parvenus au prix de mille difficultés et souffrances, pour certaines femmes après plusieurs viols, à regagner la ville frontalière d'Oujda, où ils vivent – secourus tant bien que mal par quelques militants associatifs- adossés à l'enceinte du campus universitaire, dormant là par des températures nocturnes voisines de zéro. Cependant que nous restons sans nouvelles de plus d'une centaine d'entre eux.

Cette vague de déportations fait suite aux deux conférences ministérielles euro-africaines sur les migrations tenues à Rabat, puis à Tripoli au cours de ces derniers mois, qui avaient souligné l'importance de la « protection des droits de tous les migrants ». Mais au-delà des déclarations d'intention, c'est bien l'approche répressive et sécuritaire du dossier qui prime encore, et le Maroc confirme sa disponibilité à jouer les gendarmes pour une Europe tout aussi verrouillée pour ses propres ressortissants que pour ceux des autres pays africains.

Réunis au siège de l'AMDH le jeudi 4 janvier 2007, nous, représentants d'associations et simples citoyens de différentes nationalités sommes unanimes à condamner ces arrestations racistes opérées par les autorités marocaines sur simple délit de faciès et sans respect aucun ni pour la loi marocaine ni pour les Conventions et textes internationaux régissant les droits humains en général et les droits des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile en particulier.

Nous nous déclarons choqués par le traitement inhumain que subissent ces personnes et par les conditions inacceptables dans lesquelles elles sont retenues contre leur gré à Oujda et interdites de rejoindre leur domicile habituel au Maroc.

Nous dénonçons les pressions permanentes de l'Union européenne envers ses voisins afin qu'ils sous-traitent le contrôle de ses frontières et son silence complice devant les graves atteintes aux droits d l'homme perpétrées au nom de cette sous-traitance.

Nous tenons pour responsables le gouvernement marocain, mais aussi les gouvernements de l'Union européenne de toutes les répercussions que ces atteintes peuvent avoir sur la santé et l'intégrité physique et morale des personnes expulsées et dénonçons l'incapacité du HCR à assurer la protection des personnes relevant de sa compétence. Une lettre ouverte sera adressée en ce sens à la Commission européenne et au gouvernement marocain ainsi qu'à toutes les organisations et institutions concernées par ce dossier.

Nous appelons à la solidarité de tous avec les victimes de ces rafles massives et exigeons le retour immédiat de tous les expulsés à leur domicile habituel et l'arrêt de toute nouvelle déportation.

ABCDS- ALCS- AMDH- ATTAC- AFVIC- ARCOM- AMERM- CRM- Conseil Migrants- Caritas- GADEM- Homme et Environnement- MDM- OMDH- RRIM- RSFMaroc.